

BALKAN

MINORITÉS ET DIASPORA

AVRIL-MAI-JUIN 1991

- KURDES
Ecartelés entre Turquie et Irak
- ALBANIE
Péril en la demeure
- GRÈCE
L'Odyssée des Grecs du Pont-Euxin
- YOUGOSLAVIE
La question serbe,
par l'écrivain Dobrica ĆOSIĆ
L'indépendance de la Slovénie,
par le président France BUCAR
- MONTENEGRO
Propriété et travail
dans la communauté familiale
- THEATRE GREC
Une pièce inédite de KAPETANAKIS
- LETTRES BULGARES : RADITCHKOV

108, rue du Palais-Gallien, Bordeaux 33000

Guerre du Golfe

LES KURDES ENTRE TURQUIE ET IRAK

Vivant de chaque côté de la frontière turco-irakienne, les Kurdes risquaient de se retrouver en première ligne, pris entre deux feux, pendant la guerre du Golfe arabo-persique. Les F. 111 américains décollaient de la base d'Icirlık, au Kurdistan turc, pour bombarder Kirkouk, au Kurdistan irakien, et Bagdad. Persécutés par le régime de Saddam HUSSEIN, victimes des armes chimiques, les Kurdes d'Irak, par dizaines de milliers, ont cherché refuge en Turquie, où pourtant leur sort n'est guère meilleur, et où le pouvoir combat le mouvement autonomiste kurde.



par Junien JAVERDAC

En 1988, à peine la guerre ruineuse et meurtrière qui avait opposé pendant 8 ans l'Irak et l'Iran avait-elle pris fin, que Saddam HUSSEIN s'empressait de reprendre les armes, cette fois contre les Kurdes.

En mars 1988, une unité de 1 250 *peşmerga*, « ceux qui sont face à la mort », les résistants de l'Union Patriotique Kurde de Talasani, appuyés par des « gardiens de la révolution » iraniens, s'emparent de Habalja et renforcent leur position dans la région autonome Kurde d'Irak. Saddam HUSSEIN décide alors d'employer les grands moyens pour les déloger, les armes chimiques. De l'ypérite (un vésicant), du tabun et du sarin (deux neurotoxiques) fabriqués, avec des produits fournis par des firmes allemandes, suisses, italiennes et britanniques, dans les usines de Samarra et Al-Fallujah, censées produire officiellement des médicaments, des engrais et des insecticides. Les 16 et 17 mars, les bombardements ont répandu des nuages jau-

nâtres de gaz toxiques qui ont figé dans la mort 5 000 hommes, femmes et enfants de Halabja, ainsi que les habitants de Khorman et Silouane.

Alors que la communauté internationale a été prompte à crier au scandale et à se mobiliser quand Bagdad a annexé l'émirat pétrolier de Koweït, elle n'a pas élevé la moindre protestation après le génocide chimique des Kurdes. Tandis que la cause des Palestiniens qui ont toute la nation arabe pour les soutenir suscite de nombreuses sympathies, personne ne se préoccupe de la cause Kurde. Ce n'est pas une minorité de poids politique sur la scène du Moyen-Orient.

Et pourtant, avec une population de 22 à 25 millions, elle n'est pas négligeable.

Près de la moitié des Kurdes vivent dans l'est de la Turquie ; ils sont de 10 à 12 millions et représentent 20 % de la population turque.

Ils sont 6 millions en Iran (17 % de la population), 4 millions en Irak (25 %), moins de 1 million en Syrie et 200 000 environ en URSS, surtout en Arménie, Géorgie et Azerbaïdjan.

Si leurs conditions de vie ne sont pas bien différentes de celles des Arabes et des Turcs de la région, ils n'ont culturellement que peu de choses en commun, sinon la religion. Ce sont des Caucasoïdes de souche indo-européenne, que l'on dit descendants des Mèdes, parlant une langue du groupe iranien et pratiquant l'Islam sunnite.

Leur drame — qui est aussi celui de leurs ennemis héréditaires, les Arméniens — est d'avoir été perpétuellement en conflit avec leurs voisins et de n'avoir jamais pu constituer et faire reconnaître durablement un Etat indépendant.

Après la capitulation de l'Empire ottoman, les Anglais ont obtenu de la Société des Nations, en avril 1920, que l'Irak fût placé sous mandat britannique, et que le pachalik turc de Mossoul, peuplé de Kurdes, mais riche en pétrole, fût rattaché à l'Irak.

En août 1920, le traité de Sèvres signé par les Alliés et les Turcs prévoyait la création d'Etats arméniens et Kurdes, mais les Turcs parvenaient à faire disparaître ce projet du traité de Lausanne en 1923.

Après la guerre, en 1945-1946, une éphémère République kurde fut créée à Mehâbâd, en territoire iranien, mais elle ne put se maintenir faute du soutien soviétique. L'URSS n'a d'ailleurs accordé sur son territoire aucune région



ou république autonome à la nation kurde, et elle n'a soutenu qu'un temps le mouvement autonomiste du clan Barzani en Irak.

De 1961 à 1970, la guerre oppose Irakiens et Kurdes, une guerre conduite par un chef quasi légendaire Mustafa BARZANI qui, à la tête de 100 000 peshmerga, a par trois fois contribué à la chute des dictateurs de Bagdad, KASSEM en 1963 et les frères AREF en 1966 et 1968. En 1970, ils arrachent au régime baassiste et à Saddam HUSSEIN, vice-président, un statut d'autonomie. 50 ans après le traité de Sèvres.

L'Irak est le seul pays de la région à avoir créé une région autonome kurde.

Le kurde y est langue officielle avec l'arabe, et il existe une presse et une radio dans cette langue. La région dispose d'un conseil législatif — sans grand pouvoir en fait — et un conseil exécutif, dont le chef est nommé par Saddam HUSSEIN. On peut parler de statut culturel, mais pas d'autonomie politique. Cette situation apparemment privilégié du Kurdistan irakien était bien fragile ; le pouvoir de Bagdad allait vite lui enlever toute réalité.

Le rapprochement de l'Irak avec l'Union soviétique, puis l'accord de 1975 entre Saddam HUSSEIN et le chah d'Iran se font sur le dos des Kurdes, qui perdent tous leurs soutiens dans les pays voisins. Par cet accord, Téhéran obtient de Bagdad la souveraineté sur le CHATT-AL-ARAB (qui sera à nouveau l'enjeu de la guerre Iran-Irak de 1980 à 1989). En échange, Téhéran cesse de soutenir les Kurdes de Barzani. Privée d'armes, la résistance kurde est brisée.

En 1979 et 1984, Ankara et Bagdad signent une convention donnant à chacun le droit de poursuivre les rebelles sur le territoire de l'autre. En 1980, les Kurdes iraniens participent à la révolution contre le chah. Mais sitôt au pouvoir, KHOMEINY refusant d'accorder l'autonomie, déclare la guerre sainte contre ses anciens alliés. Quelque 5 000 peshmerga sont morts en combattant les « gardiens de la révolution », qui ont massacré 50 000 hommes, femmes et enfants.

Après la disparition de Mustafa BARZANI, mort en exil aux Etats-Unis en 1979 à l'âge de 76 ans, la résistance kurde d'Irak s'est affaiblie en se scindant en organisations incapables de se mettre d'accord sur des objectifs et une stratégie :

Parti démocratique du Kurdistan (PDK), mouvement du clan Barzani ; Union Patriotique du Kurdistan (UPK), Parti socialiste du Kurdistan (PASOK) ; Parti populaire et démo-

cratique du Kurdistan, Parti communiste irakien (branche kurde).

Dans les années 1980, et surtout depuis 1987, le gouvernement irakien a entrepris de créer une zone de sécurité tout le long des frontières turque et iranienne, un no man's land de 30 kilomètres de large sur une longueur de 1 200 km. Cela afin d'empêcher les infiltrations de peshmerga et leur ôter tout appui dans la population.

L'armée a systématiquement rasé toutes les localités de cette zone frontalière, allant jusqu'à abattre des mosquées et des monastères assyro-chaldéens millénaires, jusqu'à couper les arbres fruitiers et combler les puits. Outre deux mille villages, l'armée a fait évacuer les villes proches de la frontière, telles que Qala-Diza (80 000 habitants), Dakan (50 000), Shoman, Ranieh et Halabja (22 000 habitants). Ce sont les habitants qui avaient refusé de quitter leur maison et leurs terres qui ont été gazés en mars 1988.

Un million et demi d'habitants ont été dispersés : en partie regroupés dans des villes nouvelles, des cubes de béton édifiés à la hâte dans le gouvernorat de Suleymanieh ; en partie déportés dans les camps proches des frontières jordanienne et saoudienne. Les mouvements kurdes — le PDK de Masud Barzani et l'UPK de Salal Talabani — ont dénoncé ce plan « criminel » sans émouvoir l'opinion internationale.

Tant qu'à devoir se déplacer, un demi-million de Kurdes ont préféré se réfugier en Iran, 100 000 en Turquie.

Bagdad a vidé le Kurdistan dans un triple objectif : nettoyer une zone « rebelle », hâter l'arabisation et l'assimilation d'une minorité turbulente en l'arrachant à son territoire ancestral, enfin empêcher l'ouverture d'un second front, armé par la Turquie, dans la perspective de l'annexion — déjà programmée — de l'émirat du Koweït.

De fait, à l'occasion de la guerre du Golfe, des milliers de peshmerga irakiens auraient pu lancer leurs forces dans la bataille contre Saddam HUSSEIN. Les Américains ont songé à les faire entrer dans la coalition. Mais cette fois, les Kurdes avaient refusé de se sacrifier pour les autres. Les déboires du passé, les promesses non tenues, l'ingratitude des gouvernements (Khomeiny), l'indifférence des puissances (après le génocide chimique notamment) leur servent de leçons. Ils craignaient que tout engagement militaire contre Bagdad ne leur vaille des représailles une fois la guerre terminée. Ils craignaient aussi, que, dans l'hypothèse de la chute de Saddam HUSSEIN, les Turcs ne cherchent à récupérer les anciens vilayets de Mossoul et

Kirkouk — qu'ils considèrent toujours comme « indubitablement turcs ».

Après l'évacuation de la zone frontalière et le génocide chimique, et pendant les bombardements sur l'Irak lors de la guerre du Golfe, les Kurdes irakiens, on l'a vu, ont fui en masse vers les pays voisins.

L'Iran semblait un havre dans la mesure où Téhéran observait une attitude de neutralité. Mais les kurdes iraniens sont toujours brimés. On se rappelle que le chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, Abdul RAHMAN GHASSEMLOU a été assassiné en juillet 1989 à Vienne, lors d'une entrevue à propos de l'autonomie avec des représentants du gouvernement iranien. Une entrevue qui s'est révélée être un guet-apens.

Les Kurdes irakiens se sont réfugiés en Turquie par dizaines de milliers, franchissant les montagnes enneigées de la région de Hakkâri. Ils ont été parqués derrière les barbelés dans des camps étroitement surveillés. Des familles séparées et sans ressources y survivent dans des conditions misérables, souffrant de la pénurie d'aliments, de médicaments et de vêtements. Ils sont 16 000 — 20 000 peut être — à Mardin, 11 000 — ou plus — à Diyarbakir —, 8 à 10 000 à Muş près du lac de Van, plusieurs milliers à Yuksekovo près de la frontière iranienne.

Le gouvernement turc s'efforce d'empêcher les réfugiés irakiens d'établir des contacts avec les Kurdes de Turquie, qui bravent le pouvoir central depuis toujours.

En août 1990, le gouvernement de Turgut-Özal a informé le Conseil de l'Europe qu'il suspendait les obligations de la convention européenne des droits de l'homme et des libertés, jugées incompatibles avec la lutte menée contre les « rebelles », les « Turcs des montagnes », ainsi qu'on appelle les Kurdes dont le nom est tabou. Cela a permis de multiplier les actes belliqueux. 250 villages brûlés, les habitants déportés, les résistants torturés ou exécutés, l'application de la censure, l'interdiction du droit de grève.

En cinq ans, au moins 1 500 personnes ont péri dans les affrontements, les coups de main opposant la police militaire, la population civile et les résistants kurdes, armés par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) — créé en 1978 par Abdullah ODJALAN — et le Front National de Libération du Kurdistan de Turquie.

Depuis 1924, toute allusion à l'identité Kurde était prohibée. Il n'y a ni enseignement, ni livre, ni presse en kurde. Des lycéens et étudiants ont été arrêtés, condamnés à la prison, pour

avoir parlé kurde en public, écouté des cassettes de musique traditionnelle (le chanteur kurde Sivan est exilé en Suède), fêté Newroz (Le Nouvel An, le 21 mars). On condamne pour « propagande séparatiste », « atteinte à l'intégrité nationale ».

C'est tout juste si les femmes osent affirmer en silence leur identité rien qu'en portant le foulard rouge-vert-jaune aux couleurs nationales.

Pendant la guerre du Golfe, en janvier 1991, Ankara a lâché un peu de lest en annonçant une concession : l'autorisation d'employer la langue kurde dans les lieux publics, d'écouter des cassettes, de publier des journaux. Il semble que, pour ménager les nationalistes turcs, les autorités se contenteront de tolérer l'usage oral du kurde, mais ne laisseront guère se développer les publications et encore moins l'enseignement.

Les Kurdes, sceptiques, méfiants, n'ont vu dans ce geste qu'une manœuvre des Turcs pour se donner une respectabilité, pour démontrer leur bonne volonté à l'égard des minorités au cas où, après la guerre du Golfe, le Moyen-Orient subirait des bouleversements géopolitiques, ce qui donnerait à Ankara l'occasion de jouer un rôle de médiateur dans la région.

Quel que soit l'avenir du Proche-Orient, il est un cas de figure dont les Turcs ne veulent pas entendre parler : la création d'un Etat indépendant du Kurdistan. Tout compromis envers les Kurdes ou autres minorités « briserait l'unité de langue, de religion et de culture qui symbolise l'intégrité de l'Etat ».

Contrairement aux Kurdes irakiens qui ne réclament que la réactivation du traité d'autonomie signé en 1970 entre Saddam HUSSEIN et Mustafa BARZANI, le Front de Libération Kurde de Turquie lutte pour la sécession.

Les jeunes militants kurdes de Diyarbakir parlent passionnément d'un futur Kurdistan indépendant. Un Etat qui, affirment-ils, serait viable, avec plus d'habitants que le Liban et la Jordanie réunis, son pétrole, ses minerais, ses terres agricoles irrigables.

Mais tous les Kurdes n'ont pas la même opinion.

D'autres jeunes, plus modernistes, plus réalistes, réclament seulement des droits politiques et culturels au sein de la République turque, reconnue comme l'unificateur de l'Empire ottoman multinational.

Considérant les milliers de Kurdes ruraux vivant dans des conditions misérables sur des terres pauvres ou réduits au chômage s'ils sont partis pour la ville, ils constatent que leur



peuple est arriéré à cause des structures tribales qui favorisent l'analphabétisme, l'autorité tyrannique des patriarches, les mariages forcés et les dots ruineuses, le banditisme et la vendetta. Un Etat kurde ne ferait que renforcer ces structures archaïques.

A leur avis, l'avenir des Kurdes est dans une Turquie moderne, démocratique, européenne, qui devrait réaliser plus efficacement son projet de développement du Sud-Est de l'Anatolie.

Les jeunes Kurdes sont de plus en plus nombreux à penser qu'il est plus utile d'étudier le turc et l'anglais que le kurde — qui n'a qu'une tradition orale. Ils rêvent de partir pour l'ouest : l'ouest de l'Anatolie, avec ses villes et son économie plus développée, ou l'ouest de l'Europe (surtout l'Allemagne, où ils sont 400 000 ou la France qui héberge 70 000 Kurdes).

La Turquie, qui ambitionne de devenir la grande puissance du Proche-Orient, est hostile à toute modification des frontières dans la région.

Elle est contre la formation d'un Etat kurde qui, certes affaiblirait le redoutable Irak, mais constituerait une menace à sa frontière et revendiquerait la partie orientale de l'Anatolie peuplée de Kurdes.

Elle s'abstient de soutenir les Turcs azéris qui réclament l'indépendance de l'Azerbaïdjan soviétique, car ce serait déclencher le processus d'indépendance des autres républiques soviétiques du Caucase : Arménie et Géorgie.

Elle fait taire ses revendications sur les anciens vilayets de Kirkouk et Mossoul. Deux mille Turkmènes turcophones y vivent encore, maltraités par les Irakiens, dépouillés de leurs terres, soumis à l'arabisation. La vieille blessure de l'amputation démange Ankara. Mais en récupérant Mossoul et Kirkouk, ne faudrait-il pas céder à la Syrie le Hatay, peuplé d'Arabes ? L'ancien sandjak d'Iskenderun ou Alexandrette, sous mandat français, avait été accordé à la Turquie en 1939.

Ce serait aussi raviver les épineuses questions des minorités turques du sud de la Bulgarie et de la Thrace grecque.

Or Ankara doit apparaître comme un élément modérateur si elle veut défendre ses chances d'être un jour admise dans la Communauté Economique Européenne, ou bien, à défaut, si elle prétend jouer un rôle économique et diplomatique entre l'Europe et l'URSS, entre l'occident et le Moyen-Orient.

Elle a intérêt à améliorer ses rapports de voisinage, souvent conflictuels avec l'URSS, la Bulgarie, la Grèce ou les pays arabes. Contrairement à la Grèce qui a toujours eu des relations privilégiées avec les Arabes — hésitant longtemps avant de reconnaître Israël —, la Turquie a eu perpétuellement des différends avec ses voisins musulmans. Et son engagement dans la coalition anti-irakienne lors de la guerre du Golfe n'a pas arrangé la situation.

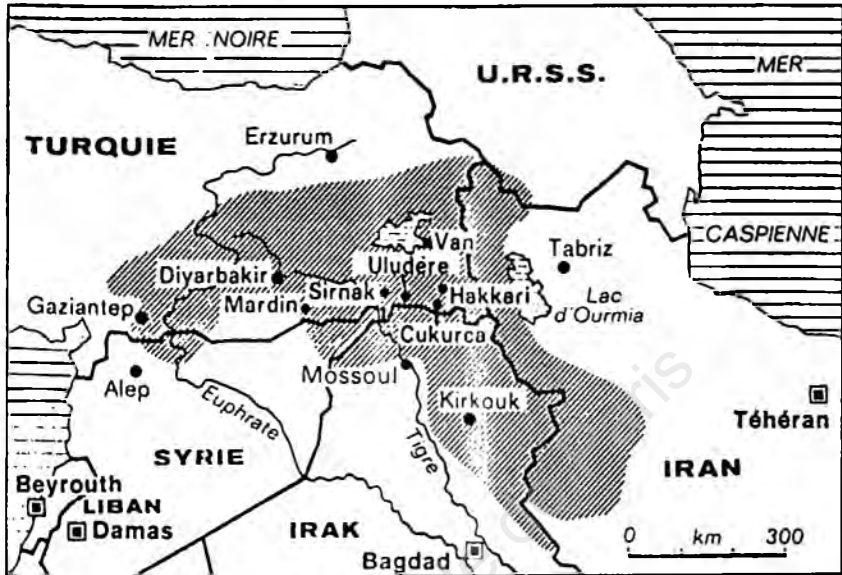
La Turquie, République officiellement laïque, n'a pas bonne réputation chez les Arabes les plus religieux. Les intégristes musulmans turcs qui contestent la laïcité de l'Etat trouvent des appuis notamment en Iran, qui a soutenu ouvertement les manifestations pour le port du voile islamique à l'université.

Avec la Syrie et l'Irak, il y a le contentieux de l'eau, une matière qui risque de devenir plus précieuse que le pétrole. La Turquie est maître des sources de l'Euphrate (Firat en turc) — 30 milliards de mètres cubes annuels — et du Tigre — 20 milliards de m³, qui se réunissent dans le Chatt-al-Arab, au sud de l'Irak. Or, dans le cadre du gigantesque projet économique GAP (Güneydogu Anadolu Projesi, Projet de développement de l'Anatolie du sud-est), Ankara a bâti le barrage d'Atatürk de 170 mètres de haut, avec un bassin de retenue grand comme le lac Léman et six barrages moins importants, ce qui a réduit de 40 % (de 500 à 300 mètres-cubes par seconde) le débit de l'Euphrate. Or ce fleuve fournit 90 % des ressources hydrauliques de la Syrie et irrigue les champs de céréales et de légumes de la vallée de la Mésopotamie irakienne.

Que se passera-t-il les années de sécheresse excessive, quand le débit de l'Euphrate tombe à 20 milliards de mètres cubes ? La Turquie peut certes ouvrir les vannes et augmenter le débit. Mais elle peut aussi imposer un blocus en cas de différend. Avec l'eau, elle dispose d'une arme, plus décisive encore que l'Irak avec son pétrole.

Justement, la Turquie se félicite du retour de la paix, avec ou sans Saddam Hussein. Pour cause d'embargo envers l'Irak, elle avait fermé l'oléoduc Kirkouk-Yumurtalik. Quand le pétrole s'écoule des riches gisements du Kurdistan irakien, cela lui rapporte 450 millions de dollars par an.

En dépit de relations souvent orageuses, Ankara en définitive, finit toujours par s'entendre avec Bagdad, Damas et Téhéran. Au moins sur un point : l'union contre les Kurdes. D'autant plus aisément que cette « affaire intérieure » aux Etats souverains n'intéresse guère les grandes puissances.



/// Régions de peuplement kurde

Les événements de mars 1991 l'ont encore prouvé. Quand l'insurrection a éclaté en Irak contre la dictature de Saddam HUSSEIN, les Kurdes, combattant dans le nord, ont fait cause commune avec les Arabes chiïtes du sud pour tenter de briser le monopole du pouvoir de la minorité arabe baassiste et sunnite. Les Kurdes ont dû finir par battre en retraite sous le napalm de l'armée irakienne. Les puissances occidentales, en refusant d'intervenir, et les pays limitrophes du Kurdistan, en fermant leurs frontières, ont laissé massacré ce peuple trop dérangeant.

Junien JAVERDAC

GOOSSENS

BOUTIQUE



ELIGIVSEPSVS

42, avenue Georges-V - 75008 Paris - Tél. 47 23 99

FRA.